

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

Situation économique et financière des entreprises en 2023

23^{ème} édition

Note de synthèse



Institut National de la Statistique/
National Institute of Statistics

P.O. BOX: 134 Yaoundé

Phone: (+237) 222 22 04 45

Fax: (237) 222 23 24 37

Website: www.ins-cameroun.cm

Email: infos@ins-cameroun.cm

Août 2024

Résumé : La présente note dresse la situation économique et financière des entreprises au Cameroun en 2023, en s'appuyant sur un échantillon de 1 091 Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) fournies par des entreprises représentatives du tissu économique national, et classées par branche d'activité. Cet échantillon cumule quatre-vingt-huit pourcent du chiffre d'affaires global et soixante-quinze pour cent d'emplois permanents en 2023.

L'environnement socioéconomique est marqué en 2023 par le repli de l'inflation partout dans le monde après le pic de 2022. La croissance mondiale, estimée à 3,2%, enregistre un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2022. Dans cet environnement, **les entreprises modernes ont continué à faire preuve de résilience**. En effet, **le chiffre d'affaires global hors taxes des entreprises modernes, augmente modérément de 0,9%** après la forte hausse de 20,0% enregistrée en 2022. Cette évolution peut être imputable principalement au secteur secondaire qui a accusé en 2023 une baisse significative du chiffre d'affaires ; se traduisant par une contribution négative de 2,3 points de pourcentage, après une contribution positive de 13,8 points en 2022. Le fléchissement des prix dans l'industrie, en lien avec la chute des cours du Brent, s'est manifesté par une forte contraction (-27,1%) des ventes hors taxes de l'extraction des hydrocarbure.

Dans le sillage du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée a quasiment stagné, après la forte croissance de 14,8% réalisée en 2022. Cette stagnation de la valeur ajoutée n'a pas permis aux entreprises de poursuivre la consolidation de leurs profits d'exploitation.

Le volume des emplois permanents dans les entreprises a progressé de 0,9% en 2023, après la hausse de 2,8% enregistrée en 2022, qui marquait un rattrapage du niveau d'avant la crise sanitaire du Covid-19. Cet accroissement est surtout observé dans les secteurs primaire et tertiaire ; tandis que l'on note une destruction (-0,14%) des emplois dans le secteur secondaire.

Le rythme des investissements, moins soutenu en 2022, s'est accéléré à 18,9% en 2023. Cette croissance a induit la hausse de l'intensité capitalistique (c'est le rapport entre les immobilisations brutes et les effectifs permanents). Ainsi, elle s'établit à 38,2 millions de FCFA par tête contre 37,6 millions de FCFA en 2022. Cependant, l'outil de production des entreprises continue de se détériorer ; le taux de vieillissement des immobilisations atteignant 60,1%.

Les fonds de roulements des entreprises, structurellement négatifs jusqu'en 2020, ont été positifs pour la troisième fois depuis 2021, contribuant ainsi à l'amélioration de la trésorerie nette des entreprises. Malgré la hausse des fonds propres, l'accumulation des dettes à long terme s'est traduite par l'augmentation du coefficient d'endettement (rapport entre dettes de long terme et les capitaux propres) à 1,30 en 2023, s'éloignant davantage de la limite soutenable qui correspond à 1.

En conclusion, les entreprises modernes sont restées résilientes, réalisant un chiffre d'affaires en hausse de 0,9%, malgré la persistance des tensions géopolitiques et commerciales sur la scène internationale ; lesquelles contribuent à accroître l'incertitude économique et à perturber les chaînes d'approvisionnement.

Environnement macroéconomique en 2023

En 2023, l'économie mondiale a connu un ralentissement dans un contexte marqué par le repli de l'inflation partout dans le monde après le pic de 2022. La croissance mondiale, estimée à 3,2%, enregistre un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2022 (Fonds Monétaire International, Perspectives de l'Économie Mondiale, Avril 2024). Ce recul est attribuable au ralentissement observé dans le groupe des pays avancés, la croissance passant de 2,6% en 2022 à 1,6%. Dans la zone euro en particulier, la croissance a affiché une baisse prononcée, s'établissant à 0,4% après 3,4% en 2022.

En revanche, au Japon, la croissance s'accélère, avec un taux qui est passé de 1,0% en 2022 à 1,9% en 2023, sous l'effet de la demande intérieure, la relance du tourisme et du rebond des exportations d'automobiles. La même accélération est également observée aux États-Unis, où la consommation et l'investissement ont fait preuve de résilience, la croissance s'élevant à 2,5% en 2023 après 1,9% en 2022.

Par contre, dans le groupe des pays émergents et en développement, l'on observe une légère accélération de la croissance, qui gagne 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 4,3%. Cette performance est attribuable aux

pays émergents et en développement d'Europe et d'Asie qui ont enregistré un relèvement de la croissance, respectivement de 2 et 1,2 points de pourcentage.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est repliée de 0,6 point de pourcentage pour se situer à 3,4% en 2023. Ce ralentissement peut être attribuable à la situation dans les principales économies de ce groupe. La croissance en Afrique du Sud est en forte chute, à 0,5% contre 3,0% en 2022. Au Nigeria, le rythme de la croissance est également en baisse, avec 0,4 point de pourcentage en moins pour se situer à 2,9% en 2023.

Dans la zone de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la croissance s'est contractée, affichant 1,7% en 2023, après 3,1% en 2022. Ce ralentissement est dû aux répercussions de la baisse des cours du baril de pétrole sur l'activité économique en Guinée Equatoriale et à une croissance plus faible au Gabon, où les perturbations des transports ont affecté la production minière et forestière.

En dépit du recul de l'économie mondiale, le Cameroun est resté résilient affichant un taux de croissance de 3,3% après 3,6% en 2022.

Du côté de l'offre, cette évolution est imputable à l'ensemble des trois secteurs d'activités qui marquent chacune une contribution significative à la croissance.

Du côté de la demande, la croissance a été principalement portée par des investissements privés.

S'agissant de l'inflation, elle s'établissait à 6,3% en 2022 et est passée à 7,4% en 2023, sous l'effet des prix des denrées alimentaires et des coûts des transports qui ont augmenté respectivement de 11,1% et 15,0%. Ces deux postes, représentent à eux seuls près de la moitié des dépenses de consommation finale des ménages.

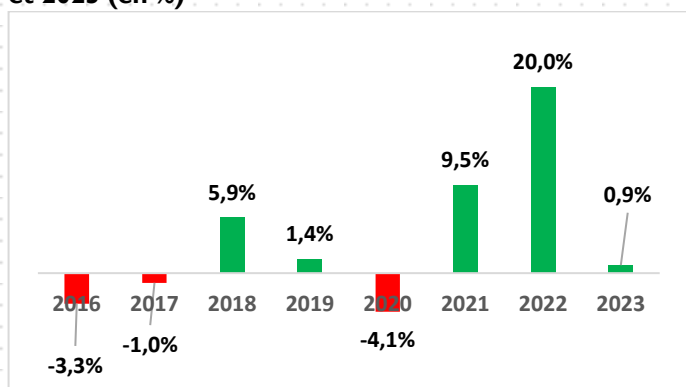
Au niveau des prix à la production industrielle, la tendance est à la baisse en 2023 (-5,4%), en raison de la chute des prix (-19,7%) dans la branche de l'extraction des hydrocarbures, consécutivement à la baisse des cours internationaux du baril du Brent..

Evolution du chiffre d'affaires et des profits en 2023

En 2023, le chiffre d'affaires des entreprises modernes augmente modérément de 0,9% après la forte hausse de 20,0% enregistrée en 2022.

Cette évolution est principalement imputable au secteur tertiaire qui a une contribution d'environ 3,0 points de pourcentage à la progression du chiffre d'affaires. Par contre la contribution du secteur secondaire est négative (-2,3 points de pourcentage), après avoir été positive un an plus tôt (+ 13,8 points de pourcentage).

Graphique 1 : Variations du chiffre d'affaires entre 2016 et 2023 (en %)



Source : **INS/Base de données des DSF**

Le secteur primaire contribue pour 0,1 point à la hausse du chiffre d'affaires, grâce à la performance des branches « Agriculture » et « Elevage ».

La baisse du chiffre d'affaires dans le secteur secondaire est imputable à la forte contraction dans la branche de l'extraction des hydrocarbures de -27,1%, en raison de la

baisse des prix de vente (-18,7%), consécutivement à la chute du cours du Brent au niveau de la bourse de Londres (-18,2%).

Le secteur tertiaire est celui qui est le plus dynamique, la hausse du chiffre d'affaires étant tirée par les activités d'intermédiation financière (0,98 point de pourcentage), le transport et entreposage (0,92 point), les activités d'information et télécommunication (0,56 point), et le commerce et réparation d'automobiles (0,42).

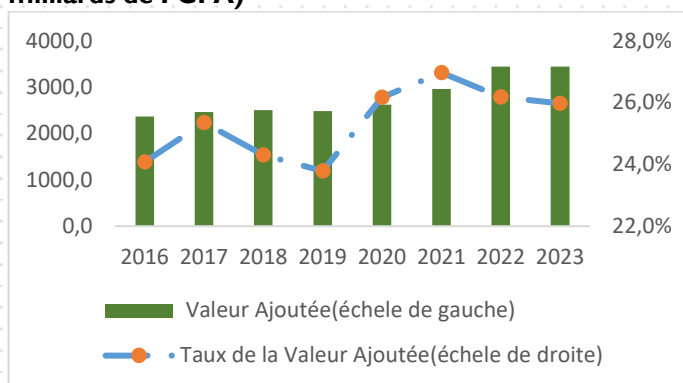
Au total, des 32 branches d'activités qui affichaient une hausse du chiffre d'affaires en 2022, seulement 21 ont maintenu une hausse en 2023.

Dans l'ensemble, 86,3% des entreprises parviennent à dégager **une valeur ajoutée (VA)** positive en 2023 tandis que 13,7% affichent une VA négative. Un an plus tôt, la situation était meilleure dans la mesure où 87,1% des entreprises affichaient une valeur ajoutée positive.

Dans le sillage du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée globale est stagnante en 2023 (+0,1%), après la forte croissance de 14,8% en 2022.

Avec ce niveau de la valeur ajoutée, **le taux de valeur ajoutée**, qui rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaires hors taxes, a légèrement baissé passant de 26,2% à 26,0%.

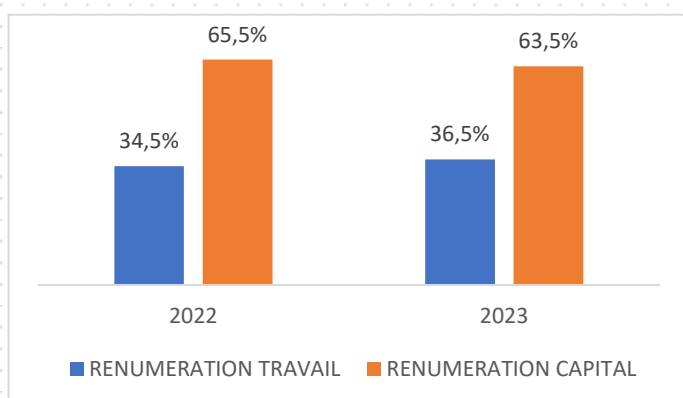
Graphique 2 : Evolution de la valeur ajoutée (en milliards de FCFA)



Source : **INS/Base de données des DSF**

Avec l'augmentation des charges de personnels de 5,9 points de pourcentage, le niveau de valeur ajoutée dégagée par les entreprises n'a pas permis de poursuivre la consolidation de leurs profits d'exploitation. En effet, **l'Excédent brut d'exploitation**, qui est la différence entre la valeur ajoutée et les charges de personnels, a chuté de 3,0%. Cette situation est principalement imputable aux activités d'extraction des hydrocarbures (-33,9%).

Graphique 3 : Évolution du partage de la valeur ajoutée en 2022 et 2023



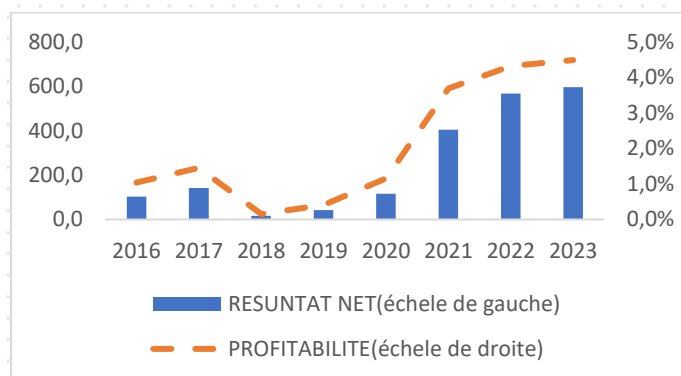
Source : **INS/Base de données des DSF**

Le partage de la valeur ajoutée entre le capital et le travail, montre que celle-ci profite toujours au facteur capital à hauteur de 63,5% en 2023. Toutefois le facteur travail engrange deux points de pourcentage en comparaison à 2022, passant de 34,5% à 36,5%.

Le résultat net, différence entre l'ensemble des produits et l'ensemble des charges, est toujours excédentaire et en augmentation de 4,8%. Cependant cette évolution est la plus faible depuis 2019. Les branches d'activité qui s'illustrent par l'accroissement de leurs résultats nets sont : « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre »; « Activité d'information et de communication »; « Activités financières et d'assurance ». En revanche, 22 branches sur 38 sont déficitaires, dont 19 qui étaient dans la même situation en 2022.

Dans l'ensemble, l'activité des entreprises modernes a permis de dégager des profits en 2023. Avec une hausse du chiffre d'affaires de 0,9%, le taux de marge bénéficiaire ou encore profitabilité a progressé à 4,5%, soit 0,2 point de plus qu'en 2022. L'amélioration continue depuis 2019 de la profitabilité globale indique qu'un franc de chiffre d'affaires génère de plus en plus de bénéfice aux entreprises.

Graphique 4 : Évolution du résultat net (en milliards de FCFA) et du taux de profitabilité (en %)



Source : **INS/Base de données des DSF**

Rentabilité des entreprises

Prise dans l'ensemble, l'activité de production et d'investissement des entreprises s'est soldée en 2023 par une baisse de la rentabilité d'exploitation.

Le rendement économique (qui rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux Immobilisations brutes) s'est établi à 10,6% en 2023 contre 12,5% en 2022 conséquence de la baisse du ratio de rotation des immobilisations brutes qui est passé de 0,66 en 2022 à 0,64 en 2023.

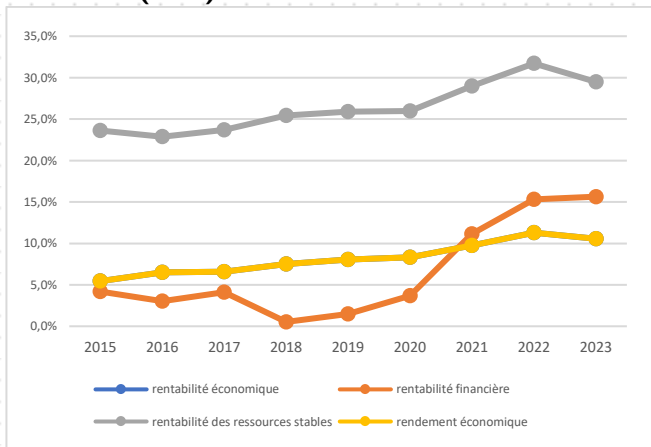
Le taux de rentabilité des ressources stables (rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux ressources stables net des immobilisations financières) est ressorti à 29,5% en 2023. Il a baissé de 2,2 points de

pourcentage comparativement à l'année 2022, traduisant le fait que l'outil productif génère moins de profit d'exploitation.

La rentabilité économique qui est le rapport de l'Excédent Brut d'Exploitation sur l'actif économique (somme des immobilisations brutes et du besoin en fonds de roulement), est passé à 10,6%, perdant 0,7 point de pourcentage.

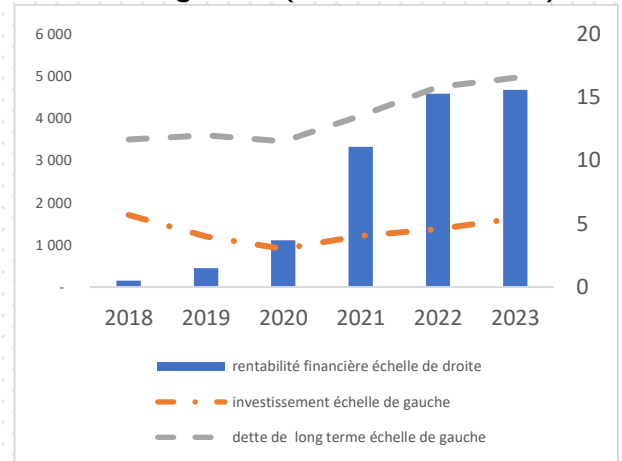
Le taux de rentabilité financière (la rentabilité financière établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires à dégager du résultat bénéficiaire) est de 15,6% en 2023, soit 0,3 point de pourcentage de plus qu'en 2022.

Graphique 5 : Évolution de la rentabilité des entreprises modernes (en %)



Source : INS/Base de données des DSF

Graphique 6 : Évolution de la rentabilité financière (en %), des investissements et des dettes de long terme (en millions de FCFA)



Source : INS/Base de données des DSF

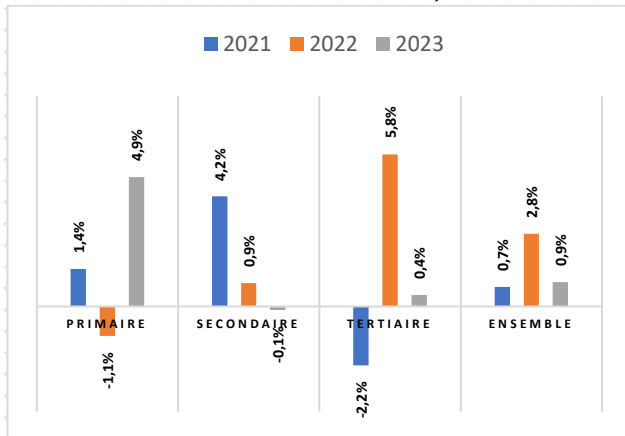
Emploi dans les entreprises modernes

Le volume des emplois permanents enregistre une hausse de 0,9% en 2023, après la performance de 2,8% en 2022, qui marquait un rattrapage du niveau d'avant la crise sanitaire du Covid-19.

Cet accroissement s'observe dans les secteurs primaire et tertiaire, alors que le secteur secondaire affiche quant à lui une destruction des emplois (-0,14%).

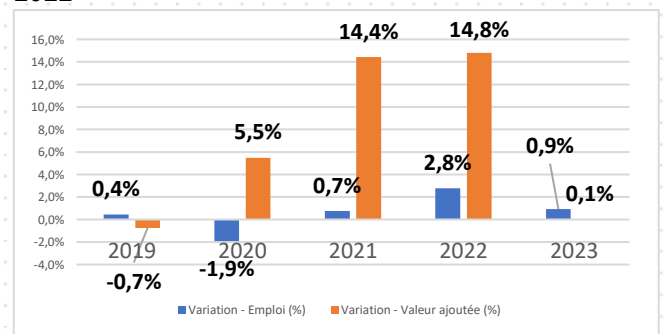
suivantes : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (395,4 millions de FCFA) ; « Activités financières et d'assurance » (67,1 millions de FCFA) ; « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (60,8 millions de FCFA) ; « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (54,7 millions de FCFA).

Graphique 7 : Evolution des emplois par secteur d'activité dans le secteur moderne, de 2021 à 2023



Source : INS/Base de données des DSF

Graphique 8 : Taux d'évolution des emplois permanents et de la valeur ajoutée, de 2018 à 2022



Source : INS/Base de données des DSF

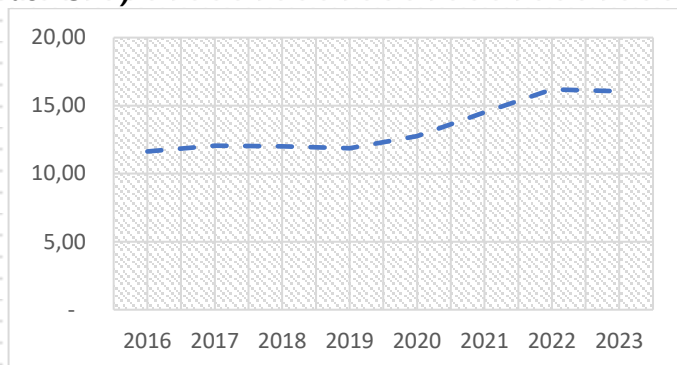
L'évolution des emplois permanents, mise en relation avec celle de valeur ajoutée a induit des pertes de productivité.

En effet la productivité par tête, pour l'ensemble des entreprises, a baissé à 15,9 millions de FCFA contre 16,0 millions en 2022.

Les branches d'activités qui enregistrent une productivité par tête élevée dans l'économie sont les

Les Charges moyennes de personnel ont été quasiment stables à 5,59 millions de FCFA en 2023. La branche d'activité « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » se distingue par des charges moyennes de personnel les plus élevées (45,8 millions de FCFA).

Graphique 9 : Évolution de la productivité par tête dans les entreprises modernes de 2016 à 2023 (en millions de FCFA)



Source : **INS/Base de données des DSF**

Capital productif des entreprises

Baisse de 0,6% de la productivité apparente du capital pour s'établir à 16,6%.

Cette réduction est attribuable à la baisse du taux de valeur ajoutée (-0,2 point de pourcentage).

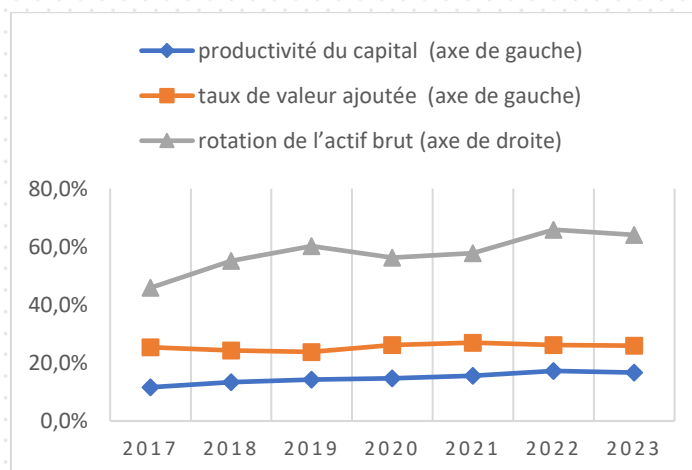
Après avoir considérablement diminué de 2018 jusqu'en 2020 marquée par le covid19, les investissements réalisés par les entreprises ont repris de la croissance depuis 2021. Le rythme s'établissait à 13,0% en 2022 et est passé à 18,9,4% en 2023.

Les secteurs primaire (86,9%) et secondaire (36,9%) se sont distingués par une hausse de leurs dépenses d'investissement. Malgré cela, la détérioration de l'outil de production se poursuit, passant de 59,6% en 2022 à 60,1% en 2023.

De plus, la croissance des investissements a induit la hausse de **l'intensité capitalistique** (c'est le rapport entre les immobilisations brutes et les effectifs permanents). Ainsi,

elle s'établit à 38,2 millions de FCFA par tête contre 37,6 millions de FCFA en 2022.

Graphique 10 : Évolution de la productivité du capital dans les entreprises modernes de 2017 à 2023 (en millions de FCFA)



Source : **INS/Base de données des DSF**

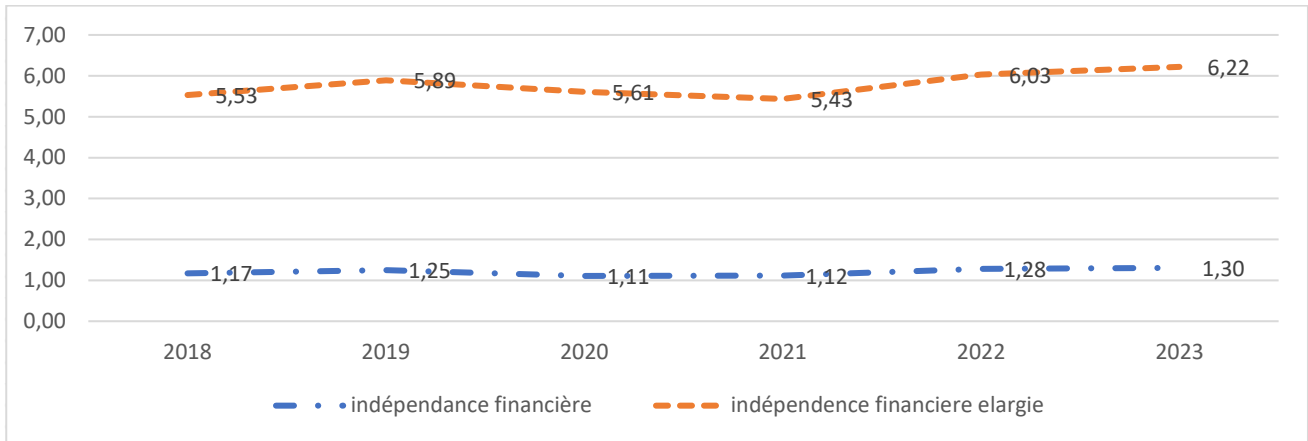
Endettement des entreprises

Après une période marquée par un fonds de roulement structurellement négatif jusqu'en 2020, la situation s'est retournée depuis 2021, le fonds de roulement continue d'être positif en 2023. Dans ces conditions, l'entreprise à la capacité de financer des investissements de long terme mais aussi une partie de son cycle d'exploitation sans recourir à des crédits de trésorerie.

L'insuffisance de fonds propres expose les entreprises au risque d'insolvabilité.

La hausse des fonds propres (2,8%), et parallèlement celle des dettes de long terme (5,7%), se traduit malheureusement par l'augmentation du coefficient d'endettement (rapport entre les dettes de long terme et les capitaux propres), qui passe de 1,28 en 2022 à 1,30 en 2023, s'éloignant davantage de la limite soutenable qui correspond à 1.

Graphiques 11 : Evolution du ratio d'indépendance financière des entreprises entre 2018 et 2023



Source : INS/Base de données des DSF

Equipe technique

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

DJIDAWO DIFFO Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

DJIALEU Éric Lambert, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé – Cameroun

Tel : (237) 222 22 04 45

Fax : 222 23 24 37

Site web : www.ins-cameroun.cm

E-mail : infos@ins-cameroun.cm

Une publication du Département des Statistiques d'Entreprises

© INS, Août 2024